



**03 SEPT
2026**

L'essentiel

Chère lectrice, cher lecteur,

Le bulletin d'actualité du bureau du CNES à Washington D.C. est de retour dans un nouveau format. Ce renouveau a pour ambition d'apporter des clés de lecture sur les évolutions de la politique spatiale américaine en mettant en perspective les dimensions techniques, économiques et stratégiques qui façonnent le secteur.

Cette édition couvre un semestre marqué par une réorientation de la politique spatiale des États-Unis. L'exploration lunaire est désormais pensée comme un enjeu de compétitivité industrielle et de sécurité nationale, tandis que la NASA poursuit sa transformation pour accompagner cette nouvelle ambition. Dans le même temps, la commercialisation de l'orbite basse s'accélère à l'approche de la fin programmée de la Station spatiale internationale, et l'industrie américaine poursuit sa mutation avec l'émergence de modèles d'intégration verticale qui redessinent les rapports de force entre acteurs.

Ainsi, nous vous pourrez vous plonger dans ces quatre dossiers :

- Le programme lunaire américain, avec la montée en puissance du programme *Moon Base*, la restructuration d'Artemis et l'émergence d'un écosystème industriel dédié à une présence humaine durable sur la Lune.
- Le budget et la stratégie de la NASA, entre arbitrages du Congrès, transformation de l'agence et financement des nouvelles priorités.
- La commercialisation de l'orbite basse, dans un contexte de retrait progressif de l'ISS et de concurrence croissante entre les futurs opérateurs de stations spatiales commerciales.
- La verticalisation de l'économie spatiale américaine, qui voit les entreprises chercher à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur, du lancement jusqu'au service final.

Pour les lecteurs souhaitant aller à l'essentiel, chaque dossier dispose d'un encadré « à retenir » qui en synthétise les principaux enseignements. Une rubrique « En bref » revient ensuite sur les actualités marquantes des dernières semaines, tandis que la dernière section « Sujets à suivre » met en lumière les dossiers qui devraient structurer l'actualité spatiale américaine au cours des prochains mois.

Nous espérons que ce nouveau format répondra à vos attentes et vous souhaitons une excellente lecture.

Sommaire

(Cliquer sur le titre pour accéder directement à l'article)

PROGRAMME ARTEMIS

Un décret présidentiel qui rebat les cartes
Moon Base, nouveau cœur du programme lunaire américain
Vers un écosystème industriel dédié à l'énergie spatiale

BUDGET ET STRATÉGIE DE LA NASA

Processus budgétaire de la NASA
Une transformation de la politique RH de l'agence
Une stratégie budgétaire optimiste
SkyFall, une nouvelle mission qui cristallise les incertitudes budgétaires

COMMERCIALISATION DE L'ORBITE BASSE

La commercialisation de l'orbite basse : une décennie de bascule
Le retrait de l'ISS, catalyseur d'un nouveau marché
Des places limitées, et une concurrence en orbite déjà forte
Le Department of War, autre moteur de la commercialisation

VERTICALISATION DE L'ÉCONOMIE SPATIALE

Le saut d'échelle de Rocket Lab
Un colosse aux pieds d'argile
Une introduction en bourse remarquée

EN BREF

La Maison-Blanche publie une nouvelle politique en matière de transport spatial
SpaceX inaugure une nouvelle ère pour les vols spatiaux commerciaux avec un campus de 100 milliards de dollars en Louisiane
Le président Trump signe un décret présidentiel visant à créer l'Académie spatiale américaine
Capella, Iceye et Umbra remportent des contrats avec le NRO pour la fourniture de données radar
Telesat remporte un contrat de défense d'une valeur de 2,3 milliards de dollars canadiens (1,38 milliard d'euros)
Hughes se déclare en faillite après que son activité GEO a perdu du terrain face à Starlink
Une proposition du Department of Transportation exempterait les licences de lancement commercial des réglementations environnementales
Le financement de Golden Dome menacé
Report du premier vol du lanceur Neutron de Rocket Lab

SUJETS A SUIVRE

Retrouvez les rendez-vous à ne pas manquer à la rentrée 2026

PROGRAMME ARTEMIS

À retenir

Le décret *Ensuring American Space Superiority*, signé le 18 décembre 2025, fixe un objectif prioritaire à la NASA : établir une présence humaine permanente sur la Lune avant la fin de la décennie, pour devancer la Chine. Sous l'impulsion de Jared Isaacman, cette priorité s'est traduite lors de la conférence Ignition (mars 2026) par une architecture simplifiée : suspension de Gateway, abandon des versions lourdes du SLS, et réorganisation du calendrier Artemis. Artemis III devient une mission de démonstration en orbite basse terrestre, repoussant le premier alunissage à Artemis IV (2028), avec deux fournisseurs d'atterrisseurs maintenus (SpaceX, Blue Origin). Le programme Moon Base s'impose désormais comme le cadre structurant de la politique lunaire, organisé en deux phases (déploiement des infrastructures dès 2027, capacités permanentes à l'horizon 2030), reposant sur un modèle de partenariat public-privé et redéfinissant les contributions internationales sous forme de barter. Cette ambition s'accompagne du développement d'un écosystème industriel dédié : rover PROMISE alimenté au RTG, multiplication des appels d'offres (énergie, atterrisseurs, télécommunications) et soutien du DOE via l'attribution de combustible nucléaire HALEU.

Un décret présidentiel qui rebat les cartes

En quelques mois, la politique spatiale américaine a connu une réorientation d'une ampleur rarement observée. Le décret présidentiel *Ensuring American Space Superiority* signé le 18 décembre 2025 par Donald Trump, fixe désormais un objectif essentiel : établir une présence humaine permanente sur la Lune avant la fin de la décennie afin de préserver l'avance américaine face à la Chine. Cette ambition dépasse le seul cadre scientifique et inscrit l'exploration lunaire dans une logique de compétition stratégique, faisant de la future base lunaire un enjeu de sécurité nationale autant que de leadership technologique. Nommé à la tête de la NASA la veille de la publication du décret, Jared Isaacman reçoit pour mission de réorganiser rapidement l'agence afin d'aligner son architecture sur cette nouvelle priorité.

Cette réorientation est officialisée lors de la conférence Ignition, organisée par la NASA à Washington DC les 24 et 25 mars 2026 en présence des signataires des Accords Artemis et des principaux industriels américains. L'agence y présente une architecture simplifiée, privilégiant la rapidité d'exécution et le recours au secteur commercial. La décision la plus structurante est la suspension du programme Gateway, station spatiale en orbite lunaire jusqu'alors au cœur de la coopération internationale notamment avec l'Europe. Considérée comme un élément devenant coûteux et ralentissant l'installation d'une présence durable sur la surface, elle est écartée au profit d'une approche consistant à rejoindre directement le pôle Sud lunaire. Dans la même logique, la NASA abandonne le développement des versions Block 1B et Block 2 du Space Launch System (SLS) au profit d'une configuration Block 1 unique, complétée à terme par des étages supérieurs commerciaux, afin d'augmenter la cadence des missions plutôt que leurs performances unitaires.

Moon Base, nouveau cœur du programme lunaire américain

Cette simplification s'accompagne d'une réorganisation du calendrier Artemis. Initialement conçue comme la première mission habitée d'alunissage, Artemis III devient une mission de démonstration en orbite terrestre basse destinée à qualifier les systèmes commerciaux développés par SpaceX et Blue Origin. Orion devra successivement réaliser des opérations de rendez-vous et d'amarrage avec les démonstrateurs Starship HLS et Blue Moon, validant les procédures qui seront utilisées lors des futures missions lunaires. Le

premier alunissage est ainsi reporté à Artemis IV en 2028, tandis que la NASA confirme son choix de maintenir deux fournisseurs d'atterrisseurs afin de garantir la résilience du programme et d'introduire une concurrence permanente entre industriels.

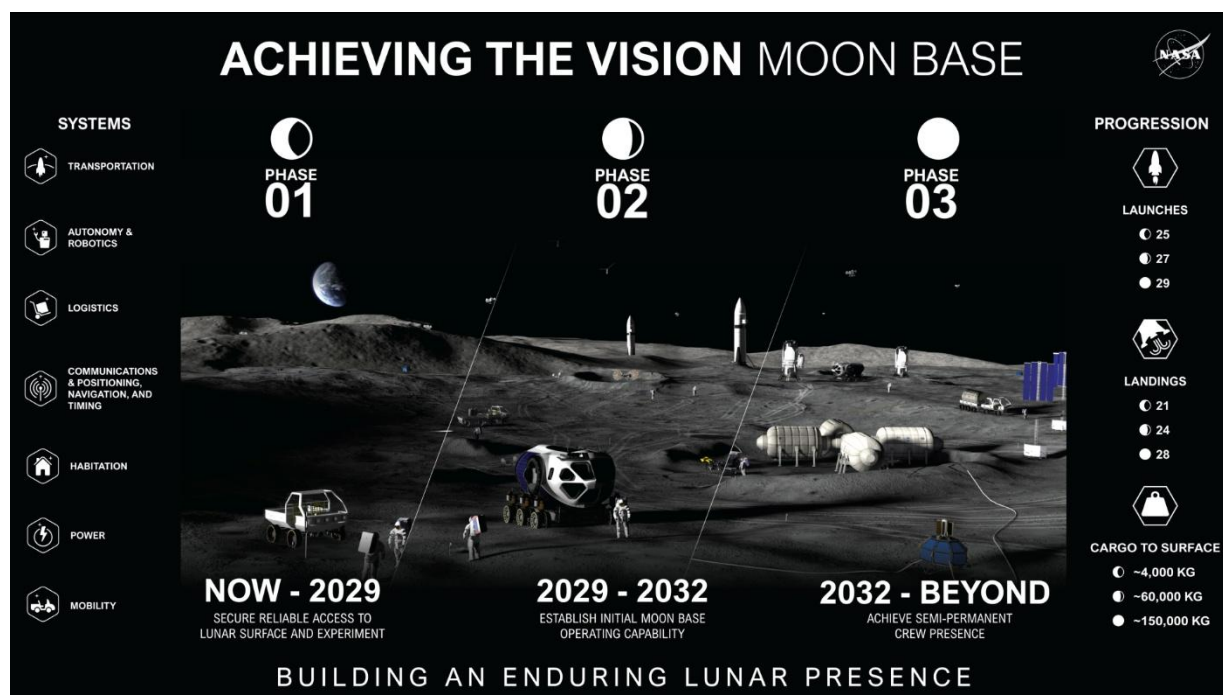
C'est désormais le programme Moon Base qui constitue le véritable cadre structurant de la politique lunaire américaine. Présenté par la NASA comme une initiative en deux phases, il prévoit d'abord, dès 2027, le déploiement progressif des infrastructures nécessaires à une présence durable : réseaux de communication et de navigation, production d'énergie, démonstrateurs technologiques et capacités logistiques. Cette première étape repose largement sur la multiplication des missions commerciales du programme Commercial Lunar Payload Services (CLPS) et sur les futurs atterrisseurs développés par les partenaires industriels de la NASA. Une seconde phase, à l'horizon 2030, doit permettre l'arrivée de capacités permanentes de transport de fret et d'équipage, la construction d'infrastructures habitables et le recours à l'énergie nucléaire de fission pour alimenter la base. La NASA entend conserver la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble tout en confiant au secteur privé la réalisation des infrastructures et des services, selon un modèle de partenariat public-privé largement inspiré du développement de la Station spatiale internationale puis du transport commercial vers l'orbite basse.

Cette évolution modifie également la nature des partenariats internationaux. Les contributions des pays signataires des Accords Artemis sont désormais orientées vers les besoins opérationnels de la future base lunaire, avec une priorité donnée aux technologies offrant des capacités redondantes pour les fonctions critiques (énergie, communications, mobilité ou soutien aux équipages). Les mécanismes de coopération prennent progressivement la forme de barter, les contributions technologiques ouvrant droit à des opportunités de vol pour les astronautes partenaires. Plus qu'un simple programme d'exploration, Moon Base devient ainsi le projet fédérateur de la politique spatiale américaine, dont Artemis, CLPS et les initiatives commerciales constituent désormais les principaux instruments de mise en œuvre.

Vers un écosystème industriel dédié à l'énergie spatiale

En parallèle, l'agence étudie également le déploiement du rover PROMISE (*Polar Rover for Observation, Mapping and In-Situ Exploration*), dérivé des rovers martiens *Curiosity* et *Perseverance*, afin de cartographier le sous-sol lunaire et d'identifier des ressources exploitables. Contrairement au rover solaire VIPER, PROMISE serait alimenté par un générateur thermoélectrique à radioisotope (RTG), lui permettant d'opérer durant les longues nuits lunaires et illustrant la volonté de réutiliser des technologies éprouvées pour accélérer le développement de la base.

La NASA prévoit de lancer dès juillet un premier appel à propositions consacré aux systèmes de production d'énergie de surface, avant d'ouvrir successivement de nouveaux appels d'offres portant sur des atterrisseurs, des démonstrateurs énergétiques et avioniques, des charges utiles scientifiques, un imageur du pôle Sud lunaire ainsi qu'une constellation de télécommunications et de navigation. Cette priorité accordée à l'énergie se traduit également par le soutien du Département de l'Énergie (DOE), qui a annoncé le 10 juillet l'attribution conditionnelle de combustible nucléaire HALEU à la NASA afin de répondre aux besoins de ses futurs systèmes nucléaires spatiaux. Ces initiatives témoignent d'un changement d'échelle : au-delà de l'exploration, la NASA cherche désormais à faire émerger un écosystème industriel capable de fournir les infrastructures permanentes nécessaires à une présence humaine durable sur la Lune.



Ce graphique de la NASA présente les trois grandes étapes du programme de base lunaire de l'agence, de 2026 à 2032, qui débutera par l'utilisation de rovers non pressurisés et des missions d'exploration, pour aboutir à la mise en place d'une base lunaire permanente. (Crédit image : NASA)

Sources :

- Foust, J., 2026, March 25. *SpaceNews*, "Ignition relauches Artemis plans", <https://spacenews.com/ignition-relauches-artemis-plans/>
- NASA, 2026, June 30. *NASA Awards More Moon Base Science, Previews New Opportunities*, <https://www.nasa.gov/news-release/nasa-awards-more-moon-base-science-previews-new-opportunities/>
- NASA, 2026, June 30. *NASA Unveils Initiatives to Achieve America's National Space Policy*, <https://www.nasa.gov/news-release/nasa-unveils-initiatives-to-achieve-americas-national-space-policy/>
- NASA, 2026. *Moon Base*, <https://www.nasa.gov/moonbase/>
- U.S. Department of Energy, 2026, July 10. *Energy Department to Distribute Third Round of HALEU to NASA and Radiant*, <https://www.energy.gov/ne/articles/energy-department-distribute-third-round-haleu-nasa-and-radiant>

BUDGET ET STRATÉGIE DE LA NASA

À retenir

Le budget 2026 de la NASA (24,4 Mds USD) a été maintenu par le Congrès, qui a rejeté les coupes proposées par la Maison Blanche. La requête 2027 reprend pourtant une logique similaire : rationalisation des programmes scientifiques, retrait accéléré de l'ISS, mais renforcement d'Artemis (+731 M USD) pour viser un alunissage en 2028. Parallèlement, l'agence mène une réinternalisation de sa main-d'œuvre via le programme *NASA Force*, afin de réduire sa dépendance aux prestataires externes.

L'administrateur Jared Isaacman mise sur la flexibilité budgétaire interne, notamment la redirection possible des 2,6 Mds USD de Gateway, pour financer des projets non budgétés comme la base lunaire ou la mission martienne SkyFall, sans réclamer de crédits supplémentaires. Cette stratégie de rationalisation montre toutefois ses limites : pour SkyFall, l'enveloppe disponible ne couvre pas les besoins, obligeant potentiellement à ponctionner des missions martiennes existantes. Le Congrès devra ainsi arbitrer entre nouvelles ambitions et programmes en cours, dans un contexte de tensions budgétaires.

Processus budgétaire de la NASA

Sur le plan budgétaire, ce premier semestre a été marqué par l'adoption par le Congrès, le 23 janvier dernier, du financement de la NASA pour l'exercice 2026. Les élus ont rejeté, lors de ce vote, les coupes drastiques proposées par la Maison Blanche. La proposition initiale prévoyait près de 25 % de réduction sur le budget global de l'agence, et près de 50 % sur le volet scientifique. La NASA a ainsi conservé un financement proche de son niveau de 2025, soit environ 24,4 Mds USD.

Ce maintien budgétaire intervient dans un contexte de profonde transformation de l'agence, sous l'impulsion de son nouvel administrateur, Jared Isaacman, nommé en décembre 2025. L'objectif de cette refonte est de répondre aux trois priorités fixées par le président Trump dans son *Executive Order* : devancer la Chine dans la course lunaire, développer le programme de défense antimissile Golden Dome, et maximiser la commercialisation de l'espace.

Sur le plan législatif, le budget de la NASA suit un cycle itératif entre la Maison Blanche et le Congrès. Ce processus débute par la requête présidentielle (*President's Budget Request*), soumise ensuite à l'examen et aux amendements des commissions spécialisées de la Chambre des représentants et du Sénat. Le budget définitif ne sera effectif qu'après accord des deux chambres et signature du Président.

Dans ce cadre, l'administration a présenté sa requête pour l'exercice 2027. Cette proposition reprend, à peu de choses près, les demandes de réduction formulées pour l'année fiscale 2026. Les coupes les plus marquées porteraient sur une rationalisation des missions scientifiques avec une baisse de 3,4 Mds USD. Concrètement, trois mesures sont prévues :

- l'arrêt du financement des missions d'astrophysique ayant dépassé leur durée de vie nominale telles que Chandra, Fermi et Osiris ;
- l'abandon confirmé du programme Mars Sample Return, jugé redondant avec la planification des missions habitées ;
- une sélection plus stricte des projets du programme *Earth Systems Explorers*.

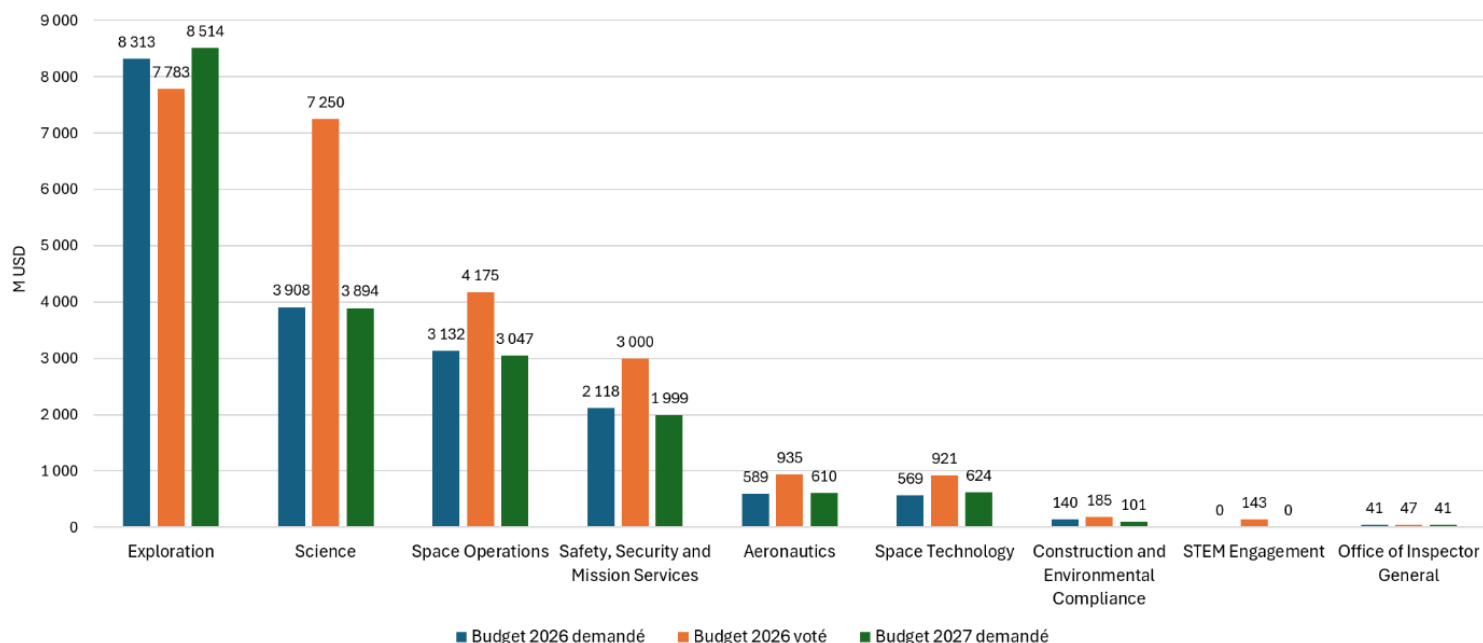
L'agence accélérerait aussi son retrait de l'orbite terrestre basse. Les fonds alloués à l'ISS diminuant en conséquence. Ce choix confirme un basculement vers la logique tout-commercial présentée en décembre

2025 et renouvelée à la conférence Ignition Day, le 24 mars 2026. Aucun financement public n'est prévu pour prendre le relais sur ce segment.

À l'inverse, le programme Artemis sortirait renforcé. Son enveloppe grimperait de 731 M USD, pour atteindre 8,5 Mds USD. Deux objectifs justifient cette hausse : un atterrissage lunaire en 2028, et le financement des premiers modules d'une base lunaire.

Cette proposition n'est qu'un point de départ. Comme pour l'exercice précédent, la décision finale reviendra au Congrès. Les sciences spatiales bénéficiant d'un soutien bipartisan historique, les coupes proposées pourraient, comme celles de 2026, être atténuées ou annulées lors du vote définitif.

Comparaison des différents budgets de la NASA demandés et votés pour les exercices 2026 et 2027



Source : American Institute of Physics (AIP)

Une transformation de la politique RH de l'agence

Dans le même temps, la NASA mène d'importantes restructurations de sa main-d'œuvre qui visent à réinternaliser une partie de ses fonctions, aujourd'hui confiées à des prestataires externes qui représentent 75 % de ses effectifs. Ce modèle est jugé coûteux (estimé à plus d'un milliard de dollars de frais généraux par an) et nuisible à la rétention des compétences clés, notamment pour le contrôle des missions. Cette réinternalisation s'inscrit dans la logique d'économies budgétaires portée par l'administration Trump.

Pour y parvenir, la NASA a notamment lancé le programme *NASA Force*, destiné à attirer des talents issus du privé pour des missions d'un à trois ans, avec possibilité d'intégration permanente. L'objectif affiché est de reconstituer les effectifs après les suppressions de postes de 2025, qui avaient touché environ 20 % des fonctionnaires civils.

En mai, 3 664 postes de prestataires avaient déjà été convertis en postes de fonctionnaires civils, pour une économie estimée à 140 M USD par an, une hausse notable rapportée aux 14 000 fonctionnaires actuels. La démarche se heurte toutefois à une certaine résistance, le statut de fonctionnaire implique souvent une baisse de rémunération, et le souvenir des coupes de 2025 alimente une méfiance. Face à cet écart salarial,

la NASA mise sur l'attrait de la mission, et principalement celle de la course à la Lune face à la Chine, pour convaincre.

Enfin, une contradiction budgétaire persiste : le budget proposé pour 2027 prévoit une réduction nette de 2 700 équivalents temps plein dans les directions de l'agence, à contre-courant de l'ambition affichée de renforcer les effectifs civils.

Une stratégie budgétaire optimiste

Le budget de la NASA reste dans les faits très cloisonné puisque le Congrès flèche précisément les crédits alloués à chaque direction et, dans le budget 2027, à un certain nombre de programmes et missions. C'est également le cas pour les 10 Mds USD octroyés à la NASA par le *One Big Beautiful Bill Act* (OBBBA) signé le 4 juillet 2025. Ces règles limitent la capacité de l'agence à transférer des fonds d'un programme vers un autre pour allouer, entre autres, des fonds au programme Artemis, au-delà des enveloppes déjà votées.

Le programme de base lunaire illustre cette rigidité : aucun crédit ne lui est directement attribué, ni dans le budget 2027 ni dans l'OBBBA. Cette absence de financements s'explique par le fait que l'annonce du programme, faite lors de la conférence Ignition en mars dernier, est intervenue après la clôture de la requête budgétaire présidentielle menée par l'*Office of Management and Budget* (OMB).

Le Congrès accorde toutefois à la NASA une flexibilité dans la répartition interne des budgets entre directions et missions, dans la limite de certains plafonds. C'est précisément cette latitude qui ouvre une voie de financement pour la base lunaire : les 2,6 Mds USD alloués au programme Gateway via l'OBBBA pourraient ainsi être redirigés vers ce nouveau projet.

C'est sur cette flexibilité que s'appuie le discours optimiste de l'administrateur Jared Isaacman, qui affirme ne pas avoir besoin de fonds supplémentaires^[1] pour atteindre les objectifs fixés par l'administration Trump. Cette position traduit la stratégie de rationalisation engagée par l'agence : plutôt que de réclamer de nouveaux crédits, la NASA cherche à démontrer sa capacité à faire mieux avec le budget existant.

Cette stratégie reste toutefois conditionnée au maintien de cette flexibilité. Si le Congrès venait à resserrer l'étau budgétaire en encadrant plus strictement la répartition des fonds entre programmes, la marge de manœuvre de l'administrateur s'en trouverait réduite d'autant, et le pari d'Isaacman pourrait s'avérer difficile à tenir.

SkyFall, une nouvelle mission qui cristallise les incertitudes budgétaires

La mission SkyFall qui doit envoyer trois hélicoptères vers Mars est un autre exemple de cette mécanique budgétaire. Annoncée par Jared Isaacman lors de la conférence Ignition, elle n'apparaît, comme le programme de base lunaire, dans aucune ligne budgétaire.

Faute de crédits dédiés, SkyFall doit de la même manière s'appuyer sur la flexibilité interne accordée par le Congrès dans la répartition des fonds. Mais ici, le terrain de jeu est plus étroit : contrairement aux 2,6 Mds USD du Gateway, l'enveloppe du programme d'exploration martienne ne dépasse pas 300 M USD proposés par la Chambre des représentants pour 2027 (le texte doit encore être voté) quand le coût de SkyFall est déjà estimé à 265 M USD pour cette seule année. La marge de redéploiement y est donc quasi inexistante.

¹ Decker, A., 2026, July 22. *PoliticoPro Space*, "NASA's Isaacman isn't asking the GOP for more money", <https://www.politico.com/live-updates/2026/07/22/congress/nasa-budget-isaacman-gop-01008503>

C'est précisément ce que redoute la communauté scientifique^[2] : sans enveloppe supplémentaire, financer SkyFall reviendrait à ponctionner les missions martiennes déjà actives. Le Mars Exploration Program Analysis Group (MEPAG) réclame ainsi une enveloppe portée à 575 M USD, tandis que la Planetary Society dénonce l'absence de plan de financement clair pour ce projet comme pour d'autres issus d'Ignition.

SkyFall démontre les limites du pari de l'administrateur : quand la flexibilité budgétaire ne suffit plus à absorber une nouvelle ambition, la stratégie de rationalisation cède la place à un arbitrage entre nouveaux projets et missions existantes et c'est précisément ce que le Congrès sera amené à trancher cette année.

Sources :

- Decker, A., 2026, May 8. *PoliticoPro Space*, "Wanted: NASA employees", <https://www.politico.com/newsletters/politico-pro-space-preview/2026/05/08/wanted-nasa-employees-00910936>
- Decker, A., 2026, July 24. *PoliticoPro Space*, "What NASA told Congress", <https://www.politico.com/newsletters/politico-pro-space-preview/2026/07/24/what-nasa-told-congress-01010704>
- Foust, J., 2026, April 8. *SpaceNews* "Preparing for the next NASA budget battle", <https://spacenews.com/preparing-for-the-next-nasa-budget-battle/>
- Isaacman, J., 2026, May 4. X, <https://x.com/NASAAdmin/status/2051455748081651783?s=20>
- Office of Management and Budget, Budget of the U.S. Government FY 2027, NASA Appendix, https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2026/04/nsa_fy2027.pdf
- Programme NASA Force, <https://www.nasa.gov/careers/nasaforce/>

COMMERCIALISATION DE L'ORBITE BASSE

À retenir

L'orbite basse connaît une recomposition rapide : les entreprises américaines, devenues des industriels à part entière, profitent du virage de la NASA et du Department of War vers l'achat de services commerciaux plutôt que le développement en propre. Plusieurs échéances seront déterminantes. Côté vol habité, 2027 s'annonce charnière avec Ax-5, Haven-1 et les premiers modules d'Axiom Station : leur réussite conditionnera la transition post-ISS, prévue en 2030.

Avec quatre projets américains en lice pour un marché limité, une phase de sélection, voire de consolidation, semble inévitable. Cette compétition intra-américaine s'inscrit dans une course internationale où la Chine dispose déjà d'une station opérationnelle, tandis que Russie et l'Inde avancent leurs propres calendriers, faisant du timing américain un enjeu critique. Enfin, le Department of War confirme son rôle de client structurant, avec plus de 9,5 Mds USD de contrats Golden Dome attribués via le mécanisme OTA, signe d'une militarisation croissante du New Space, mais aussi d'une dépendance grandissante à un nombre restreint de fournisseurs, SpaceX en tête.

² Decker, A., 2026, July 17. *PoliticoPro Space*, "NASA's Mars plans hit a budget wall", <https://www.politico.com/newsletters/politico-pro-space-preview/2026/07/17/nasas-mars-plans-hit-a-budget-wall-01002361>

La commercialisation de l'orbite basse : une décennie de bascule

Ces dernières années, de nombreuses entreprises américaines se sont imposées sur le marché de l'orbite basse : observation de la Terre (Planet Labs, BlackSky, Capella Space, Umbra), télécommunications (Starlink, AST SpaceMobile), vol habité (Axiom Space, Vast, Sierra Space, Blue Origin, Voyager Technologies). En moins d'une décennie, elles sont passées du statut de jeunes pousses à celui de véritables industriels, capables de rivaliser avec les groupes établis. Elles bénéficient directement du virage pris par la NASA et le Department of War, qui privilégient désormais l'achat de services commerciaux plutôt que le développement de systèmes publics.

La NASA a d'abord recouru au secteur privé pour le transport d'équipage et de fret vers l'ISS, via des contrats commerciaux signés avec Boeing et SpaceX. Cette approche, centrée sur l'achat de services de transport, a ensuite été étendue à d'autres acteurs.

Le 30 janvier 2026, la NASA a signé un accord pour une cinquième mission privée, Ax-5, avec Axiom Space dont le lancement est prévu en janvier 2027 pour une durée de 14 jours. Pour Jared Isaacman, cette mission démontre que l'espace commercial est devenu une réalité tangible. La NASA a par ailleurs sélectionné Vast pour opérer son sixième vol privé, au plus tôt à l'été 2027 confirmant l'élargissement du cercle des prestataires.

Le retrait de l'ISS, catalyseur d'un nouveau marché

L'annonce du retrait programmé de l'ISS à l'horizon 2030 a incité ces entreprises à dépasser le simple rôle de prestataire pour investir un nouveau créneau : le développement de leurs propres stations spatiales commerciales, appelées à prendre le relais. Axiom développe ainsi sa propre station en parallèle de ses missions vers l'ISS. L'entreprise prévoit de lancer plusieurs modules vers l'ISS dès 2027, avant de les détacher pour former une station indépendante. Vast, son principal concurrent, avance sur Haven-1, dont le lancement est prévu au premier trimestre 2027, cette étape doit servir de répétition générale pour l'entreprise qui ambitionne de lancer le premier module de Haven-2 en 2028 et d'ajouter un nouveau module tous les six mois par la suite jusqu'en 2032.

Face à cette dynamique, la NASA a un temps tenté de garder la main sur le calendrier de transition. En mars 2026, lors de sa conférence Ignition, l'agence a proposé de développer elle-même un module central arrimé à l'ISS, sur lequel les entreprises privées viendraient greffer leurs propres modules avant leur indépendance complète. Face à l'opposition de l'industrie, la NASA a fait marche arrière, début juin 2026, revenant à son plan initial de simple subvention des stations privées.

Des places limitées, et une concurrence en orbite déjà forte

Ce retrait de la NASA laisse le champ libre aux industriels, mais le marché des stations commerciales ne pourra vraisemblablement pas absorber l'ensemble des projets en cours aux États-Unis, parmi lesquels Axiom Station (Axiom Space), Haven-1 et Haven-2 (Vast), Starlab (Voyager Technologies et Airbus Defence and Space) et Orbital Reef (Blue Origin et Sierra Space). Cette accumulation laisse présager une phase de sélection, voire de consolidation, dans les prochaines années.

La concurrence intra-américaine se déroule dans un contexte de concurrence internationale déjà bien engagée. La Chine a assemblé sa propre station spatiale, Tiangong, en dix-huit mois : après le lancement du module central Tianhe le 29 avril 2021, le module Wentian s'y est amarré en juillet 2022, puis en octobre de la même année le module Mengtian, troisième et dernier élément, a complété la configuration en T de la station. Tiangong est occupée en permanence depuis l'équipage de Shenzhou 14, arrivé en juin 2022.

D'autres puissances spatiales préparent également leurs propres stations pour succéder à l'ISS en orbite basse. La Russie développe ainsi la ROS (Station orbitale russe), dont le premier module, un nœud de recherche et d'énergie en forme de X, est annoncé pour 2030^[3], avec un déploiement complet à l'horizon 2034. L'Inde, de son côté, ambitionne de mettre en orbite la Bharatiya Antariksh Station : un premier module est prévu dès 2028^[4], pour une station complète à cinq modules opérationnelle en 2035.

Le Department of War, autre moteur de la commercialisation

Cette logique de commercialisation ne se limite pas à la NASA : elle s'impose également comme une nouvelle norme au Department of War (DoW). Dans le cadre du programme de défense antimissile Golden Dome, le *Space Systems Command* a annoncé en avril 2026 l'attribution de 20 contrats pour un montant combiné pouvant atteindre 3,2 Mds USD^[5], destinés à développer des capacités d'interception spatiale. Ces accords associent des géants traditionnels de la défense que sont Lockheed Martin, Northrop Grumman, RTX (Raytheon) et General Dynamics Mission Systems, à des acteurs commerciaux d'habitude moins portés sur les questions de défense tels que SpaceX, Anduril Industries, Booz Allen Hamilton, True Anomaly, Turion Space, Quindar, Sci-Tec et GITAI USA, illustrant la volonté du Pentagone de diversifier sa base industrielle.

Le choix du mécanisme contractuel n'est pas anodin : ces accords relèvent de l'*Other Transaction Authority* (OTA), un outil qui permet au DoW de conclure des accords de prototypage en dehors du cadre réglementaire classique des marchés publics fédéraux (FAR), afin de conserver une flexibilité contractuelle et d'attribuer les contrats aux meilleurs fournisseurs tout en maintenant une compétition continue.

SpaceX s'est particulièrement illustrée dans cette dynamique. Le 26 mai 2026, le *Space Systems Command* lui a attribué un contrat de 2,29 milliards de dollars pour le *Space Data Network Backbone*, une architecture de communications militaires sécurisées reliant satellites, capteurs, centres de commandement et systèmes d'armes. Trois jours plus tard, le 29 mai 2026, un second contrat de 4,16 milliards de dollars lui a été attribué pour le programme *Space-Based Airborne Moving Target Indicator* (SB-AMTI), destiné à assurer une surveillance spatiale permanente des menaces aériennes. Ces deux contrats portent à environ 6,45 milliards de dollars le montant total des attributions liées au Golden Dome remportées par SpaceX sur cette seule séquence.

³ 2026, April 08. *Interfax*, "Russian Orbital Station's deployment in new orbit scheduled for 2030-2034 - chief designer", <https://interfax.com/newsroom/top-stories/117020/>

⁴ Tripathi, S. K., 2026, July 31. *India Today*, "Isro has begun designing Antariksh Station subsystems, Centre informs Parliament", <https://www.indiatoday.in/science/story/isro-has-begun-designing-antariksh-station-subsystems-centre-informs-parliament-2960573-2026-07-31>

⁵ 2026, April 25. *Satnews*, "Space Force Awards \$3.2 Billion in Golden Dome Contracts for Orbital Interceptor Constellation", <https://satnews.com/2026/04/25/space-force-awards-3-2-billion-in-golden-dome-contracts-for-orbital-interceptor-constellation/>

VERTICALISATION DE L'ÉCONOMIE SPATIALE

À retenir

L'industrie spatiale américaine bascule vers un modèle d'intégration verticale, où la compétitivité repose désormais sur la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur plutôt que sur la seule excellence technologique. Rocket Lab illustre ce virage avec le rachat d'Iridium (8 Mds USD, juin 2026), qui lui offre un accès stratégique au spectre en bande L et en fait un opérateur intégré, du lancement au service client. Cette logique comporte toutefois des risques : l'explosion de New Glenn le 28 mai 2026, en détruisant l'unique pas de tir de Blue Origin, a menacé le calendrier d'Artemis III, révélant la fragilité d'une intégration reposant sur des infrastructures uniques.

SpaceX pousse le modèle plus loin encore : forte de son IPO (85,7 Mds USD levés le 12 juin 2026) et du rachat de xAI, l'entreprise étend son intégration vers des centres de données orbitaux dédiés à l'IA. Amazon (Globalstar) et Intuitive Machines (Lanternis) confirment cette tendance de fond, propre au marché américain, et dont l'éventuelle diffusion en Europe reste, à ce stade, incertaine.

Le saut d'échelle de Rocket Lab

Le rachat d'Iridium par Rocket Lab le 29 juin 2026 constitue probablement l'illustration la plus explicite de cette stratégie. En acquérant pour 8 Mds USD un opérateur de télécommunications satellitaires disposant d'une constellation de 66 satellites, d'un portefeuille de fréquences en bande L et d'une clientèle institutionnelle fidèle, Rocket Lab cesse d'être un simple constructeur de satellites et un fournisseur de services de lancement pour devenir un opérateur spatial intégré. L'entreprise maîtrise désormais le lancement, la fabrication des satellites, les infrastructures orbitales, le spectre radioélectrique et le service commercial rendu au client final. Cette évolution prolonge une stratégie engagée depuis plusieurs années à travers l'acquisition successive de fabricants de composants spatiaux avec l'ambition de bâtir une véritable « self-launching space superpower »^[6]. L'acquisition d'Iridium offre en outre un actif pratiquement impossible à reproduire : un accès au spectre en bande L, dont l'obtention par voie réglementaire nécessiterait des années de négociations internationales. Rocket Lab fait ainsi le choix d'un marché de niche, celui des communications critiques à faible débit, plutôt que d'une confrontation directe avec Starlink sur le marché de l'internet satellitaire grand public.

Cette logique dépasse la simple recherche de synergies industrielles. Dans un contexte où les capacités mondiales de lancement demeurent contraintes, disposer de son propre accès à l'espace permet d'internaliser les marges, de sécuriser ses calendriers de déploiement et de réduire la dépendance vis-à-vis de prestataires externes. Le contrôle du lancement devient ainsi un actif stratégique à part entière, conditionnant la capacité à déployer une constellation ou à honorer des contrats institutionnels sans subir les arbitrages d'autres opérateurs.

Un colosse aux pieds d'argile

L'explosion du lanceur New Glenn le 28 mai 2026 illustre les limites de cette logique. En détruisant l'unique pas de tir orbital de Blue Origin, l'accident a interrompu la capacité de lancement de l'entreprise peu de temps après que la NASA a présenté le rôle central que jouerait le démonstrateur Blue Moon dans la mission Artemis III. Si l'agence s'est immédiatement engagée à accompagner Blue Origin pour remettre New Glenn en service dans les meilleurs délais, elle étudie parallèlement la possibilité de lancer les démonstrateurs Blue

⁶ Peter Beck, CEO de Rocket Lab dans un article de ViaSatellite.

Jewett, R., 2026, June 29. *ViaSatellite* "Rocket Lab's End-to-End Vision Comes Into Focus With 'Transformative' Iridium Deal", <https://www.satellitetoday.com/finance/2026/06/29/rocket-labs-end-to-end-vision-comes-into-focus-with-transformative-iridium-deal/>

Moon Mark 1 et potentiellement Mark 2 sur des lanceurs alternatifs, afin de préserver le calendrier des futures missions lunaires. Cette approche illustre le double visage de l'intégration verticale : maîtriser son propre accès à l'espace constitue un avantage décisif pour ne pas dépendre d'un tiers, mais lorsque cette capacité repose sur une infrastructure unique, sa défaillance peut remettre en cause l'ensemble d'une architecture de mission.

Cette stratégie révèle un changement plus profond dans l'économie spatiale. Les acteurs cherchent désormais à capter l'ensemble de la valeur générée tout au long de la chaîne plutôt qu'une seule étape de celle-ci. Au-delà des économies d'échelle, cette intégration leur permet également de réallouer les flux de trésorerie générés par leurs activités les plus rentables vers de nouveaux relais de croissance.

Une introduction en bourse remarquée

L'introduction en bourse de SpaceX le 12 juin 2026 illustre ce raisonnement. Déjà intégré du lancement (Falcon, Starship) jusqu'au service de connectivité (Starlink), le groupe s'appuie désormais sur la rentabilité de Starlink et les 85,7 Mds USD levés lors de son IPO pour financer une nouvelle étape de son développement : des centres de données orbitaux destinés à héberger des applications d'intelligence artificielle. Cette évolution s'inscrit dans le prolongement du rachat de xAI en février 2026, qui fait de SpaceX un conglomérat associant infrastructures spatiales, télécommunications et intelligence artificielle.

Il ne s'agit plus de mouvements isolés mais d'une tendance de fond de l'industrie spatiale américaine. Le projet d'acquisition de Globalstar par Amazon annoncé le 14 avril 2026 afin de se positionner sur le marché de la connectivité directe vers les téléphones mobiles, comme le rachat de Lanteris par Intuitive Machines en novembre 2025 pour internaliser la conception et la fabrication de satellites, témoignent de cette même logique : les leaders de l'industrie spatiale cherchent moins à se spécialiser sur un segment qu'à maîtriser un nombre croissant de maillons de la chaîne de valeur, du lancement jusqu'au service final.

Cette dynamique demeure en revanche peu visible en Europe. Si quelques rapprochements industriels existent, ils ne traduisent pas, à ce stade, une tendance comparable à celle observée aux États-Unis. Il reste à déterminer si la verticalisation constitue une évolution propre au contexte américain, caractérisé par un vaste marché institutionnel et des marchés financiers capables de soutenir des opérations de plusieurs dizaines de milliards de dollars, ou si elle représente un modèle appelé à s'exporter.

Sources :

- Allan, P., 2026, June 20. *SpaceNews*, "SpaceX's only problem is finding more space to work with", <https://spacenews.com/spacexs-only-problem-is-finding-more-space-to-work-with/>
- Foust, J., 2026, July 1. *SpaceNews*, "Blue Origin continues work on lunar landers during recovery from New Glenn explosion", <https://spacenews.com/blue-origin-continues-work-on-lunar-landers-during-recovery-from-new-glenn-explosion/>
- Foust, J., 2026, June 29. *SpaceNews*, "Rocket Lab to acquire Iridium", <https://spacenews.com/rocket-lab-to-acquire-iridium/>
- Foust, J., 2026, June 4. *SpaceNews*, "NASA head urges new launcher for Blue Origin's moon landers to meet Artemis mission deadlines", <https://spaceflightnow.com/2026/06/04/nasa-head-urges-new-launcher-for-blue-origins-moon-landers-to-meet-artemis-mission-deadlines/>
- Foust, J., 2026, May 30. *SpaceNews*, "New Glenn forced an explosive rewrite for NASA's plans to build a moon base", <https://spacenews.com/new-glenn-forced-an-explosive-rewrite-for-nasas-plans-to-build-a-moon-base/>
- Henry, C., 2026, June 29. *Satellite Today*, "Rocket Lab's End-to-End Vision Comes Into Focus with Transformative Iridium Deal", <https://www.satellitetoday.com/finance/2026/06/29/rocket-labs-end-to-end-vision-comes-into-focus-with-transformative-iridium-deal/>

- Hiar, C., & Wittenberg, A., 2026, February 3. *E&E News*, "Musk wants to build 1M data centers in space", <https://www.eenews.net/articles/musk-wants-to-build-1m-data-centers-in-space/>

EN BREF

La Maison-Blanche publie une nouvelle politique en matière de transport spatial

Smith, M., 2026, August 20. [Space Policy Institute](#)

La Maison-Blanche a publié une nouvelle politique nationale de transport spatial, la première depuis 2013, remplaçant celle de l'administration Obama. Son objectif phare : atteindre plus de 1 000 lancements et rentrées atmosphériques par an d'ici 2030, un chiffre déjà évoqué par Elon Musk mais désormais inscrit dans la politique fédérale. À titre de comparaison, les États-Unis ont enregistré 176 tentatives de lancement orbital en 2025, presque toutes réussies.

Le texte place l'industrie spatiale commerciale au cœur de la stratégie américaine, contrairement à 2013 où elle n'était que soutenue. Le gouvernement doit garantir l'accès des acteurs privés aux sites de lancement fédéraux, développer de nouvelles infrastructures et couloirs aériens dédiés, et favoriser les services commerciaux pour répondre aux besoins publics. La NASA est notamment poussée à s'appuyer sur des services commerciaux pour la logistique lunaire et les missions vers Mars.

La dimension de sécurité nationale est forte : le décret vise la « supériorité spatiale » américaine, avec une capacité de lancement rapide sous 48 heures en cas de crise.

Cette ambition soulève toutefois des questions sur l'accès aux ressources orbite-spectre, en nombre limité et interroge la gestion partagée et équitable de ces ressources à l'échelle internationale.

SpaceX inaugure une nouvelle ère pour les vols spatiaux commerciaux avec un campus de 100 milliards de dollars en Louisiane

Press release, 2026, August 25. Greater New Orleans, Inc.

SpaceX a annoncé un investissement de 100 milliards de dollars pour construire le plus grand site de lancement au monde à Vermilion Parish, en Louisiane, sur l'ancien site d'Exxon à Pecan Island. Ce "Starbase Louisiana" comprendra à terme cinq complexes de lancement (dix pas de tir), une usine de production de propergol, une centrale électrique et des logements pour les employés. Le projet devrait créer 3 000 emplois directs (salaire moyen de 92 600 \$, soit 192 % au-dessus de la moyenne locale) et environ 8 100 emplois indirects. La construction débutera en 2027, pour un premier lancement visé dès 2029. L'objectif annoncé par Elon Musk est d'atteindre, à terme, la trentaine de vols par jour.

SpaceX affirme avoir déjà engagé le département de la Faune et de la Pêche de Louisiane, l'autorité de protection côtière et des organisations de conservation locales pour évaluer, minimiser et atténuer les impacts potentiels sur la faune, les pêcheries et les écosystèmes environnants.

Le président Trump signe un décret présidentiel visant à créer l'Académie spatiale américaine

Stevens, B. & Warner, C., 2026, August 28. [NASA](#)

Le président D. Trump a signé un décret créant la *U.S. Space Academy*, une académie nationale destinée à former la prochaine génération de leaders spatiaux américains. L'objectif est de combiner formation technique, développement du leadership, discipline et esprit de service public, afin de répondre aux besoins croissants de la Space Force et de l'industrie spatiale commerciale dans un contexte de concurrence accrue vis-à-vis de la Chine.

Le décret installe une Commission présidentielle chargée de préparer ce projet, présidée par l'administrateur de la NASA Jared Isaacman, avec pour directeur exécutif l'administrateur adjoint Matt Anderson. Deux vice-présidents y siègent également : Michael Kratsios (conseiller scientifique et technologique de la Maison-Blanche) et Kevin Hassett (directeur du *National Economic Council* de la Maison-Blanche).

La commission devra remettre au Président, sous 120 jours, un rapport avec des recommandations sur la gouvernance, les obligations de service des diplômés, la localisation de l'académie et les besoins législatifs. Ce décret s'inscrit dans une série d'initiatives spatiales de l'administration, après celui de décembre 2025 et le mémorandum du 20 août 2026.

Capella, Iceye et Umbra remportent des contrats avec le NRO pour la fourniture de données radar

Werner, D., 2026, August 5. [Space News](#)

Le National Reconnaissance Office (NRO) a attribué des contrats à Capella Space, Iceye U.S. et Umbra pour développer l'usage gouvernemental du *Synthetic Aperture Radar* (SAR) commercial. Ces contrats, conclus dans le cadre de l'appel d'offres *Commercial Radar Capabilities*, permettront de commander directement des collectes d'images, des archives et des produits dérivés. L'agence entend ainsi renforcer sa capacité de renseignement en s'appuyant sur l'innovation du secteur spatial commercial, tout en assurant une couverture mondiale persistante, de jour comme de nuit et par tout temps. Cette annonce fait suite à des contrats d'étude signés en 2022 avec les mêmes entreprises, ainsi qu'Airbus U.S. et PredaSAR, et s'inscrit dans la continuité de l'appel d'offres *Electro-Optical Commercial Layer*.

Telesat remporte un contrat de défense d'une valeur de 2,3 milliards de dollars canadiens (1,38 milliard d'euros)

Press release, 2026, August 4. [Telesat](#)

Telesat a signé le plus important contrat de son histoire, un accord d'environ 2,3 milliard de dollars canadiens avec l'Agence de recherche et développement pour la défense du Canada, pouvant atteindre 2,69 milliards avec ses options. L'accord porte sur des services militaires en bande Ka pour l'Arctique canadien à partir de 2028, dans le cadre du programme ESCP-P. Ce financement permet à Telesat de porter à 225 le nombre de satellites pleinement financés de sa constellation *Lightspeed*, contre 156 auparavant, et d'augmenter la commande passée à MDA Space. Selon le PDG Dan Goldberg, ce contrat garantit aux Forces armées canadiennes une connectivité souveraine et sécurisée plus tôt que prévu. Telesat prévoit désormais que la défense représentera environ 46 % de ses revenus en 2032, contre 14 % anticipés auparavant.

Hughes se déclare en faillite après que son activité GEO a perdu du terrain face à Starlink

Rainbow, J., 2026, August 3. [Space News](#)

Hughes, la filiale de connectivité satellitaire géostationnaire d'EchoStar, s'est placée sous la protection du Chapter 11 aux États-Unis, victime de la concurrence croissante de Starlink et bientôt d'Amazon en orbite basse. Ses abonnés ont chuté de 21,7 % en un an, à environ 641 000, alors que la latence de ses satellites GEO (600 ms) devient un handicap face aux réseaux LEO (20-40 ms). L'entreprise entend restructurer sa dette et se recentrer sur les clients entreprises, gouvernementaux et militaires, forte d'un carnet de commandes d'environ 1,5 milliard de dollars. Environ 400 employés seront licenciés. Cette procédure fait suite à celle des filiales télévision satellite et 5G d'EchoStar le mois précédent, sans accord préalable avec les créanciers cette fois.

Une proposition du Department of Transportation exempterait les licences de lancement commercial des réglementations environnementales

Foust, J., 2026, July 29. [Space News](#)

Le département des Transports américain a annoncé son intention d'exempter les licences de lancement et de rentrée délivrées par la FAA, ainsi que les sites de lancement, de 13 lois fédérales environnementales, dont le *National Environmental Policy Act* (NEPA), l'*Endangered Species Act* et le *Clean Water Act*. Cette proposition, issue d'un décret du président Trump datant d'août 2025, s'appuie sur une décision de la Cour suprême⁷ de la même année ayant restreint la portée du NEPA. Saluée par l'industrie du lancement qui juge ces évaluations coûteuses et chronophages, elle est vivement critiquée par les associations environnementales, déjà en conflit avec l'administration au sujet d'un échange de terrains entre SpaceX et le *Fish and Wildlife Service* près de Starbase, au Texas. Une consultation publique de 30 jours doit s'ouvrir avant l'adoption d'une règle définitive.

Le financement de Golden Dome menacé

Decker, A., August 14. [Politico Pro Space](#)

Le général Michael Guetlein, responsable du bouclier antimissile Golden Dome, a lancé un appel public lors du Space & Missile Defense Symposium du début de semaine : sans financement, le programme phare de l'administration Trump risque de disparaître. Le problème vient du montage budgétaire prévu pour 2027 : l'administration voulait financer Golden Dome presque exclusivement via une loi de réconciliation partisane, mais Républicains et Démocrates, à la Chambre comme au Sénat, peinent encore à s'entendre sur les modalités. La Maison Blanche privilégie un troisième texte de réconciliation ciblé, renvoyant à plus tard un effort budgétaire militaire plus large mais le calendrier électoral resserré limite les marges de manœuvre. À défaut d'accord, Guetlein envisage une réallocation de fonds existants ou une contribution d'autres services comme la Space Force. Malgré cette incertitude, le programme progresse concrètement : les 25 Mds USD obtenus l'an dernier sont engagés à 90 % et alloués à 95 %, avec radars, lanceurs et intercepteurs déjà sous contrat, en vue de l'échéance fixée par l'administration à l'été 2028.

Report du premier vol du lanceur Neutron de Rocket Lab

Decker, A., August 14. [Politico Pro Space](#)

Le premier vol de Neutron, la fusée de moyenne capacité de Rocket Lab conçue pour concurrencer Falcon 9 de SpaceX, devrait probablement être repoussé à l'année prochaine a annoncé son PDG Peter Beck. Initialement prévu pour 2024, Neutron a déjà subi plusieurs reports liés à des problèmes de tests et de conception. Beck maintient l'objectif d'amener la fusée sur le pas de tir au quatrième trimestre 2026, sans toutefois garantir un premier vol effectif cette année. Cet enjeu dépasse Rocket Lab : une nouvelle génération d'acteurs du lancement comme Relativity, Stoke Space ou Firefly développe des fusées pour grignoter des parts de marché à SpaceX. Or, aucun de ces véhicules n'a encore volé, et encore moins de façon régulière et fiable. Cette situation fait craindre un goulot d'étranglement du secteur, alors que SpaceX prévoit de retirer progressivement son Falcon dans les années à venir.

⁷ Syllabus, Seven County Infrastructure Coalition et al. v. Eagle County, Colorado, et al.
https://www.supremecourt.gov/opinions/24pdf/23-975_m648.pdf

SUJETS A SUIVRE

Parmi les rendez-vous à ne pas manquer à la rentrée 2026, on retrouve le lancement du Nancy Grace Roman Space Telescope le 30 août et sa mise à poste dans les semaines qui suivent, le Sommet Spatial International à Paris les 9 et 10 septembre, l'Assemblée des Parties de l'ITSO du 30 septembre au 2 octobre à Washington, DC, ainsi que l'IAC 2026 à Antalya du 5 au 9 octobre.

Côté budget, nous attendons la proposition du Sénat qui devrait afficher des enveloppes supérieures à celles de la Maison-Blanche et de la Chambre des représentants. L'histoire budgétaire joue en sa faveur : la version finale se rapproche traditionnellement davantage du texte sénatorial, fruit d'un compromis bipartisan déjà négocié en amont. Rendez-vous fin septembre, date théorique d'adoption des fonds, même si les retards sont, comme souvent, à prévoir. Un shutdown reste possible, quoique peu probable à ce stade.

Concernant le Programme Artemis, 2027 verra les premières étapes concrètes vers Artemis III, mais plusieurs jalons intermédiaires sont à surveiller avant cela : les réponses de la NASA aux RFI et RFP lancés ces derniers mois, ainsi que l'avancée de la remise en service du pas de tir de New Glenn, dont dépend directement le calendrier de Blue Moon et d'Artemis dans son ensemble.

Du côté des stations spatiales, l'année prochaine s'annonce décisive pour le marché avec peut-être de premiers signes de sélection, voire de consolidation entre projets concurrents. Autre tendance à surveiller : le poids croissant du volet militaire, porté par une proposition budgétaire avoisinant les 1 500 Mds USD, qui pourrait redessiner les priorités du secteur.

Enfin, sur la verticalisation des activités, reste à observer comment Rocket Lab digère l'absorption d'Iridium dans les mois qui viennent et si une dynamique comparable s'enclenchera du côté européen.

Les prochains mois permettront également d'analyser et clarifier les différentes annonces de l'administration Trump ainsi que la dynamique dans laquelle elles s'inscrivent.

Rendez-vous en décembre prochain pour une nouvelle édition de la Revue de Presse du Bureau du CNES à Washington D.C. !